

Accords fiscaux—Loi

l'Expansion industrielle régionale (M. Côté), les députés de toute la région du Québec. Chaque fois cela a été des promesses, mais il n'y a pas un «moses» de job de créé encore.

C'est la même chose à Sorel. L'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, sur la Colline, leur avait promis: C'est réglé. Vous autres, inquiétez-vous pas, je m'en occupe. Il s'est occupé de lui, et il n'est plus ministre aujourd'hui.

C'est la même chose à Montréal. Il y avait le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret), quand cela a été dans le dossier de l'est de Montréal, ils étaient cinq ministres sur ce dossier, cinq ministres sur ce comité-là: Le président du Conseil du Trésor, l'ancienne ministre de l'Environnement, le ministre actuel de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard), et l'ancien ministre de la petite et moyenne entreprise. Il y a deux ministres qui ont été obligés de démissionner dans ce comité-là. Jamais ils n'ont été remplacés. Et il n'y a pas un job de créé encore dans l'est.

Si les opérations de la raffinerie Gulf sont ouvertes c'est parce qu'il y avait un ministre au Québec, le ministre de l'Énergie, M. Ciaccia, qui a décidé de se retrousser les manches et il y a 250 employés qui travaillent. Ce n'est pas à cause de la députée de Montréal—Mercier (M^{me} Jacques), ce n'est pas à cause du député de Gamelin (M. Gravel) ou du député d'Hochelaga—Maisonnette (M. Desrosiers). C'est tout simplement parce que les gens de l'est de Montréal, que ce soit des péquistes, des libéraux, des gens du parti civique, des gens du RCM, des représentants de chacune des centrales syndicales, des syndiqués, des non-syndiqués, ils se sont unis et les seuls qui se sont chicanés entre eux sur la place publique, ça été des députés conservateurs.

Parlons de la papeterie de Matane, de la papeterie de Desbiens, des producteurs de pomme de terre. Encore là une autre injustice. Même le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, avec le premier ministre ont été envoyés pour faire une ouverture de la papeterie de Matane: un gros party. Après le party, ils ont pris la photo... la caméra, deux semaines après ils annonçaient: Non, cela ne marche pas. Il n'y a rien de parti encore. Encore des paroles. Notre «kid caméra» national, c'est tout ce qu'il est capable de faire, une petite poignée de main. Je vais tout vous régler cela. Soyez assurés, au rythme qu'on va là, vous n'aurez rien.

Regardons au niveau de l'industrie de la chaussure, ou les ex-employés de la Melchers encore. C'est un dossier qu'on pensait réglé. Ils sont venus me rencontrer il y a à peine deux mois pour me demander de faire des démarches, ils n'étaient même plus capables de rencontrer leur député-ministre, le député de Berthier—Maskinongé—Lanaudière (M. de Cotret).

L'industrie de la chaussure. Le caucus québécois antérieurement s'est toujours battu contre les fonctionnaires et même contre le premier ministre qui était contre des quotas pour protéger l'industrie de la chaussure. Qu'est-ce que les députés conservateurs du Québec ont fait? *Niet*. Rien. Rien. Ils ont aboli les quotas de la chaussure. Ils ont tous applaudi parce que le ministre du temps avait dit dans son discours: Pas de problème. Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Un an après. Perte de 4 000 emplois. Ça touche des secteurs non seulement dans la région de Montréal, mais de Trois-Rivières, Shawinigan, tous

ces secteurs-là d'industries qui étaient importants, qui créaient de l'emploi pour les gens et qui permettaient de développer l'économie régionale.

• (1550)

On a le ministre du Travail (M. Cadieux) ici, ça me fait penser, il y a un autre projet. Il y avait le programme qu'on appelait la préretraite pour les secteurs désignés ou pour ce qu'on appelle les industries désignées, et je m'explique, madame la Présidente: l'industrie de la chaussure, l'industrie du textile et du vêtement avaient ce programme-là, et aussi des zones désignées comme la région de Thetford, la région de Sorel, et d'autres régions pouvaient en bénéficier. Alors cela veut dire que ce programme-là permettait, si dans le secteur de l'industrie de la chaussure, à cause de la modernisation et des changements, il y avait un certain nombre de mises à pied, les travailleurs de 55 ans ou plus étaient admissibles à ce qu'on appelle la préretraite en vertu du programme de l'assurance-chômage qui permettait que si on ne s'est pas trouvé un emploi dans la région qu'on habitait, on pouvait bénéficier de ces prestations d'assurance-chômage jusqu'à l'âge de la retraite. C'est un programme essentiel, important dans les régions éloignées. Le gouvernement, le ministre des Finances annonce un nouveau programme d'adaptation aux travailleurs. Tout à coup, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre du Travail mettent fin au programme qu'on connaissait, le programme de préretraite en vertu de l'assurance-chômage. Dans l'annonce, ils disent: Pour le nouveau programme d'adaptation aux travailleurs, on va négocier avec les provinces et le programme va être rétroactif. Cela fait plus de six mois et il n'y a rien de fait encore. Le ministre du Travail est là, mais il n'y a rien de fait. Demain, il y a une entreprise, une usine qui ferme, il n'y a personne qui a droit à cette protection. Encore là, ce que le gouvernement fédéral voulait faire, sauver de l'argent de l'assurance-chômage, il voulait donner moins que le bien-être social et il demandait aux provinces de combler la différence. Ce n'est pas pour rien que le ministre du Travail ne peut pas se lever et dire: Monsieur Malépart ou Monsieur le député de Montréal—Sainte-Marie, vous vous êtes trompé, on a un excellent programme. Il n'y en a pas. Et tout ce qui est arrivé d'ici là... rien n'est avancé. Et on n'a entendu aucun député conservateur soulever cette question-là. J'ai l'impression qu'ils ne savaient même pas, que je leur apprends qu'il y a une difficulté à ce niveau-là. J'ose espérer qu'au moins le ministre du Travail, qui est un gars du Québec, est au courant que ça ne fonctionne pas son affaire et que là on l'a laissé tranquille mais peut-être que c'est le prochain dossier qu'on va brasser. Il ferait mieux de ne pas faire comme ses autres collègues, de régler avant qu'on ne le force à régler. Alors je pense que c'est une série de dossiers qui démontrent clairement... Ne soyons pas surpris pourquoi seulement 17 p. 100 de la population au Québec ont confiance aux conservateurs et qu'il y a de 71 à 76 p. 100 des gens qui ne font pas confiance au premier ministre et au gouvernement conservateur. C'est bien simple, les preuves sont là, c'est la population qui parle. Ce sont les personnes qui ont choisi ce gouvernement et qui sont prêtes demain à le balancer et à le foutre à la porte. Et j'ai l'impression que plus ils retardent les élections, moins il va rester de députés conservateurs. Ça va être une race en voie de disparition.